



COMMISSION
EUROPÉENNE

Espace européen
de la recherche

Sciences sociales
& sciences humaines

SYNTHÈSE SUR LA POLITIQUE EUROPÉENNE



LIVEWHAT

Vivre en temps de crise

Les réactions des citoyens face aux crises économiques et à leurs conséquences sociales et politiques

Les implications en termes de politiques de LIVEWHAT, projet de recherche financé par l'UE qui examine la capacité de résistance des citoyens face à la crise dans neuf pays.

Note de synthèse finale

Novembre 2016

INTRODUCTION

Cette note de synthèse finale présente les principales implications politiques de la recherche effectuée par le projet LIVEWHAT et formule plusieurs recommandations destinées aux responsables européens afin de les aider à développer une stratégie d'ensemble plus concertée pour contrer les effets négatifs de la crise récente.

Grâce à la recherche de LIVEWHAT, nous disposons d'une base factuelle permettant de mieux cerner les stratégies de résistance déployées par les citoyens en temps de crise, ce qui permet de développer une approche plus ciblée et efficace

afin de remédier aux conséquences négatives de ce genre de crises. Pendant les 36 mois qu'a duré le projet, les chercheurs de LIVEWHAT se sont penchés sur les différentes manières dont les citoyens européens ont réagi à la crise qui, à divers degrés, a affecté tous les pays européens depuis 2008. Ils se sont aussi penchés, de façon plus générale, sur l'ensemble des stratégies de survie de ces citoyens face aux crises économiques et à leurs conséquences. Bien que l'objectif principal du projet soit d'analyser les stratégies d'adaptation (aussi bien individuelles que collectives) des citoyens, LIVEWHAT s'est aussi intéressé aux

politiques publiques développées suite à la crise afin d'avoir un point de comparaison permettant de mieux apprécier la résilience des citoyens face à la crise.

Les conclusions et les recommandations qui vont suivre nous invitent à réfléchir, de façon plus large, à la façon de relancer une croissance sans exclus, et de poser les fondations d'une Europe meilleure, et non pas d'une Europe de moins en moins présente.

L'intégralité des analyses et des conclusions du projet LIVEWHAT peut être consultée à l'adresse internet: www.livewhat.unige.ch

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs qui en assument la complète responsabilité; elles ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission Européenne.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

La fracture nord/sud au sein de l'UE

Les données recueillies par LIVEWHAT suggèrent que les réponses politiques à la crise, ainsi que la perception qu'en ont les citoyens et la façon dont ils la vivent, dépendent fortement du contexte national, et spécifiquement du degré de sévérité de la crise économique dans le pays en question. Les résultats de la recherche reflètent un profond clivage économique entre les pays fiscalement 'pieux' situés au nord des Alpes et les pays 'prodigues' du sud de l'Europe. Ces dernières années, cette idée d'une fracture séparant le nord du sud de l'UE (et s'exprimant avec une acuité toute particulière au sein de la zone euro) a gagné du terrain dans le discours européen. Les données de LIVEWHAT indiquent que ce clivage s'exprime principalement dans quatre domaines.

Premièrement, cette fracture apparaît de façon très nette lorsqu'on demande aux citoyens s'ils sont satisfaits de la politique de leur gouvernement dans quatre domaines : la

pauvreté, le chômage, l'emploi précaire et l'immigration (Tableau 1). Les données montrent très clairement que le degré de satisfaction dans ces quatre domaines est particulièrement bas dans les pays du sud de l'UE, si on les compare avec les résultats des pays centre-européens, anglo-saxons ou scandinaves. Deuxièmement, lorsqu'on demande aux citoyens de comparer leur niveau de vie avec celui de leurs parents (Tableau 2), la différence est également très visible : la plupart des citoyens centre-européens, anglo-saxons ou scandinaves considèrent leur niveau de vie comme étant supérieur à celui de leurs parents, comparé à un tiers des interrogés dans les pays du sud de l'Europe et de la Méditerranée. .

Troisièmement, lorsqu'on demande aux citoyens d'évaluer les conditions de vie dans leur propre pays et de les comparer aux autres pays de l'enquête (Tableau 3), on découvre qu'une proportion faible à modérée des citoyens du sud de l'UE considèrent qu'ils bénéficient de meilleures conditions de vie, alors que c'est le cas d'une très vaste majorité des citoyens centre-européens, anglo-saxons ou scandinaves. Quatrièmement, lorsqu'on considère la proportion des individus ayant été contraints de réduire leur consommation suite aux effets de la crise (Tableau 4), on voit encore une fois que ces réductions touchent un public bien plus large au sud de l'Europe que dans les pays centre-européens, anglo-saxons ou scandinaves (pour plus de détails, voir le rapport LIVEWHAT intitulé *Integrated report on individual responses to crises*, consultable à l'adresse <http://www.livewhat.unige.ch/?p=452>). Le fait que ce clivage nord-sud, qui s'exprime au niveau des conditions de vie et des modes de consommation, n'ait fait que se creuser au cours des années de crise suggère que l'Europe souffre d'un problème plus général de redistribution, qui risque de ne pas s'atténuer avec le temps à moins que les autorités ne mettent en œuvre des politiques socio-économiques appropriées. Il est incontestable qu'en examinant certains facteurs économiques fondamentaux comme le chômage

(des jeunes), le pouvoir d'achat, le revenu par habitant ou le PIB, un certain clivage nord-sud était déjà visible bien avant la crise économique de 2008. Néanmoins, c'était là une opposition que le sud se promettait de surmonter grâce aux espoirs de convergence, de croissance et de prospérité portés par le projet européen à partir du milieu des années 90. L'Union douanière, le Marché commun et l'Union économique et monétaire représentaient autant d'étapes de ce processus.

La crise semble avoir inversé ce mouvement, remettant en cause le modèle même de l'intégration européenne par la convergence. Même si d'un point de vue économique l'Europe commence à voir la lumière au bout du tunnel, il n'en reste pas moins que la crise a laissé de profondes séquelles, car la fracture nord-sud ne reflète pas seulement une différence de performance économique, mais aussi la résurgence de stéréotypes nationalistes mettant à mal la solidarité européenne.

Ce qui apparaît maintenant comme une évidence, c'est qu'il faut revoir tout le cadre d'action politique soutenant l'intégration européenne. Sinon cette divergence dans la façon dont les citoyens perçoivent leurs propres conditions de vie comparées à celles des autres, ainsi que le bilan de leur gouvernement dans la lutte contre la crise, risque d'empirer. Dans une zone euro marquée par l'austérité fiscale et la rigidité des taux de change, les pays du sud de l'Europe, déjà plus affectés par la crise, mettront sans doute plus longtemps à s'en remettre. Ce décalage risque, à son tour, d'avoir de graves conséquences au niveau social, en érodant la cohésion sociale et politique qui sous-tend le projet européen.

En choisissant de donner la priorité à la stabilisation plutôt que de lever les obstacles à la croissance, la zone euro risque de renforcer les arguments des eurosceptiques et des partis populistes qui l'accusent d'être une source de stagnation, et ainsi d'exacerber davantage le

clivage nord-sud. Si le but de l'Europe, en sortant de la crise, est de renforcer l'intégration entre ses membres en resserrant les liens qui unissent les institutions aux citoyens, alors ce n'est pas seulement un choix stratégique de mettre en oeuvre une approche concertée, au niveau européen, pour renforcer les systèmes de sécurité sociale, encourager l'emploi et combattre la précarité et la pauvreté, mais c'est aussi, à long terme, un des meilleurs moyens de garantir l'avenir démocratique de l'Europe.

Les publics sans voix de l'Europe

L'analyse des réactions collectives à la crise dans la sphère publique suggère qu'au cours de la période 2005-2014, le débat public dans la quasi-totalité des neuf pays figurant dans l'étude a été dominé par les entrepreneurs politiques (comme les organisations économiques), au détriment des syndicats et des autres acteurs de la société civile.

Cette faiblesse de la contribution des acteurs syndicaux, des acteurs de la société civile et de l'ensemble des citoyens au débat politique est problématique, non seulement du point de vue normatif de l'inclusion démocratique, mais aussi par rapport à la teneur démocratique des débats publics. Il faudrait que les décideurs politiques et les acteurs médiatiques laissent plus de place à ces publics sans voix afin qu'ils puissent exprimer leurs revendications et leur point de vue sur la crise. Cela permettrait de transformer le discours public d'une pratique exclusive, *de facto* réservée à une petite élite d'initiés, en un processus participatif, ouvert et donc plus démocratique.

Des discours à l'ancrage strictement national

Les résultats de la recherche LIVEWHAT montrent que la crise récente n'a pas eu pour effet d'augmenter la visibilité de l'UE et des questions européennes en général, dans les débats nationaux. Les données récoltées confirment la prééminence incontestable des canaux de communication nationaux, ce qui nuit à la

visibilité de l'UE et de ses acteurs (Figure 1). D'où aussi la relative faiblesse de la communication politique européenne (c'est-à-dire des déclarations faites par des acteurs nationaux mais faisant appel à un cadre de référence européen et résolument supranational) pendant toute la période 2008-2014, juste au moment où la crise économique battait son plein (voir à ce sujet LIVEWHAT *Special Issue with Politics and Policy*, consultable à <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/polp.2016.44.issue-3/issuetoc>).

Par ailleurs, au-delà de cette question de la présence limitée de l'UE et de ses acteurs dans les débats nationaux, un autre problème souvent négligé est celui du manque de représentation du public européen lui-même dans les négociations visant à résoudre la crise. C'est là un des aspects du déficit démocratique dont souffre l'UE et qui n'a fait que s'accroître durant les années de crise. Il y a un lien clair entre ce problème de représentation et le manque d'écoute et de prise de responsabilité qui a caractérisé la réponse européenne à la crise économique. In fine, il ne peut y avoir de solution vraiment *européenne* à la crise si on ne parvient pas à intégrer les gouvernements, les acteurs transnationaux, les populations et les acteurs de la sphère publique dans un même processus démocratique d'échanges et de débats.

Initier un vrai dialogue avec les citoyens au sujet de la crise économique et de son impact pourrait avoir des conséquences très positives à long terme. Une façon de s'y prendre serait de mieux soigner la communication de l'UE, afin de faire comprendre au public comment l'UE a cherché (et continue à chercher) une solution à la crise. On pourrait organiser des séances publiques de 'délibération' et renforcer les partenariats transnationaux qui cherchent à faciliter les échanges entre les citoyens européens, les responsables politiques et l'ensemble des acteurs concernés.

La montée des nationalismes

Les données récoltées par LIVEWHAT confirment ce que soupçonnaient déjà les théoriciens du conflit, à savoir qu'en temps de crise économique, le nationalisme gagne du terrain, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables (voir à ce sujet le rapport LIVEWHAT *Integrated report on causal relationships between crises and their consequences on citizens*, consultable à l'adresse <http://www.livewhat.unige.ch/?p=452>).

Les crises économiques diminuent l'attrait de la nation, car elles mènent à une perte de prestige aussi bien au niveau international que national. Les individus ayant des revenus élevés ou faisant partie des classes supérieures ont tendance à se dissocier de leur nation suite à ces pertes de prestige. De plus, les crises économiques creusent l'écart qui les sépare du citoyen moyen. Par contraste, les individus à faibles revenus ou qui appartiennent à des classes sociales moins élevées deviennent plus attachés à l'idée de nation en temps de crise, car leur situation les rapproche automatiquement de celle du citoyen moyen aux finances fragilisées par la crise.

Ces effets sont exacerbés lorsque c'est l'UE qui est considérée comme responsable de la situation. La stratégie du bouc-émissaire est souvent un artifice politique permettant d'éviter des représailles électorales. Mais accuser l'UE peut clairement avoir des effets inattendus sur le nationalisme des citoyens, ce que les gouvernements feraient bien de prendre en compte.

Toutes ces évolutions ont laissé les citoyens avec la vague impression que l'UE ne représente plus le même gage de prospérité qu'autrefois. En l'absence d'une plus grande intégration politique, qui pourrait mener à une meilleure représentation et à un contrôle plus étroit d'une autorité transnationale en constante expansion, et face aux profonds différents qui opposent les divers

acteurs européens incapables de se mettre d'accord sur ce qu'il convient de faire et comment, l'UE a fini par gouverner selon le modèle de la taille unique ne convenant à personne ('one size fits one'). Elle a donc échoué à gagner en légitimité, ce qu'elle aurait pu faire en organisant un vrai débat politique autour de la question de la gouvernance européenne, de ses règles et de ses processus, ainsi que de leur incidence sur la zone euro.

Ce n'est pas encore l'heure de sonner le glas, mais ce qui est certain c'est qu'en exerçant une pression toujours plus forte sur le débat politique interne des Etats-membres, la montée des nationalismes va rendre plus difficile la résolution de la crise, en encourageant la polarisation politique et en rendant plus improbables les projets d'unification européenne vraiment novateurs.

C'est pourquoi l'UE a besoin d'élaborer des mesures permettant de vraiment inclure les victimes de la crise. Le défi consiste à trouver de nouveaux moyens de résoudre un problème plus général, à savoir le manque de redistribution qui persiste au sein de l'Europe. En l'absence de mesures socio-économiques adéquates, ce problème va inexorablement s'aggraver. Il est donc essentiel d'élaborer un mode de gouvernance de la zone euro qui soit à la fois efficace et conforme à la volonté des citoyens.

En même temps, le Parlement Européen a besoin de s'affirmer davantage et de participer pleinement à la gouvernance de la zone euro, surtout maintenant que son vote est devenu nécessaire pour désigner le président de la Commission. Le Parlement est appelé à devenir un partenaire à part égale et non pas un forum de discussion, fonction à laquelle il a longtemps été relégué à cause de son absence de rôle officiel dans la gouvernance de la zone euro. Mais pour ce faire, le Parlement doit inclure les parlements nationaux et les citoyens eux-mêmes dans leurs processus de délibération. De façon générale,

l'UE doit resserrer les liens entre les institutions nationales et européennes, et elle devrait créer de nouveaux points de contact à Bruxelles entre les citoyens et les institutions, afin de rendre celles-ci plus attentives aux avis de leurs administrés, qu'ils s'expriment au niveau européen ou national.

Le recul du modèle social européen

Les données collectées par LIVEWHAT suggèrent que la crise a servi 'd'opportunité' à certains pays, principalement au sud de l'Europe, pour diminuer leur prestations sociales et pour introduire des mesures d'assouplissement du marché du travail (voir le rapport LIVEWHAT intitulé *Integrated report on policy responses to crises*, consultable à l'adresse <http://www.livewhat.unige.ch/?p=452>).

Si le modèle social européen s'est maintenu dans certains pays du nord de l'Europe et de la Scandinavie, les changements ont en revanche été particulièrement drastiques dans les pays qui, comme la Grèce, ont mis en œuvre des plans d'austérité budgétaire sous l'égide de la 'Troïka' (le Fond monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne). Sous la pression des marchés, d'autres pays ont aussi été contraints d'introduire des réformes radicales. Les changements ont été moins draconiens dans les pays relativement épargnés par la crise de la dette, comme la Suède ou l'œuvre. L'ampleur de ces ajustements et de ces réformes a par bien des aspects fait reculer le modèle social européen.

Paradoxalement, ce modèle a pourtant bien rempli sa fonction pendant la première période de la crise (en 2007-2009), lorsque la plupart des pays européens ont renforcé leurs dépenses sociales pour atténuer les effets sociaux de la crise et lorsque plusieurs dispositifs institutionnels furent mis en place pour éviter les licenciements de masse, une solution ayant bien fonctionné dans plusieurs pays centre-européens.

Mais le ‘tournant de la rigueur’ introduit après la crise de la dette a déclenché une transformation radicale des politiques sociales afin de freiner les déficits budgétaires (bien qu’il soit reconnu que les politiques sociales n’aient en rien contribué au déclenchement de la crise). On peut se demander si ces changements ne sont pas en contradiction avec la place que devrait occuper le modèle social européen dans la construction européenne.

La communication de la Commission européenne intitulée ‘renforcer "la dimension sociale de l'Union économique et monétaire', datant de 2013, représente une initiative importante dans la défense du modèle social européen. Cette communication souligne que lorsque l'UE définit et met en œuvre ses mesures et ses projets, elle a l'obligation de prendre en compte certaines exigences comme la défense d'un niveau d'emploi élevé, la garantie d'une certaine protection sociale, la lutte contre l'exclusion sociale, et le maintien d'un niveau élevé d'éducation, de formation et de services de santé, autant d'exigences qui correspondent à l'article 9 des Traités. On peut interpréter cette communication comme une tentative de recentrer l'agenda social de l'Europe en mettant l'accent sur les mesures proactives plutôt que sur l'austérité.

Sur ce point, néanmoins, il y a un écart très net entre le discours et la réalité. Pour s'en rendre compte il suffit de comparer les propositions faites au niveau européen, qui cherchent à renforcer le dialogue social avec les différentes tentatives, au niveau national, de limiter le droit à la négociation collective, surtout dans les pays suivant les conseils de la Troïka (voir le rapport LIVEWHAT intitulé *Integrated report on policy responses to crises*, document consultable à l'adresse <http://www.livewhat.unige.ch/?p=452>).

Sous l'effet de la crise, on a vu la plupart des pays introduire – souvent à la hâte – des changements affectant profondément les domaines mentionnés dans la communication, et qui sont au cœur du modèle social européen: la protection sociale, les

retraites, les services publics, les droits des travailleurs, la qualité de l'emploi et le dialogue social. Même si tous les pays européens n'ont pas été affectés dans la même mesure par l'érosion de la politique sociale, on peut néanmoins se demander si ce n'est pas le modèle social européen dans son ensemble qui est menacé si ce démantèlement se poursuit, surtout dans les pays du sud de l'Europe.

Mais l'Europe est-elle vraiment prête à renoncer à son modèle social, qui fait l'envie de tant d'autres pays et de régions dans le monde? La crise a déclenché une remise en question majeure de la politique sociale européenne. En soi, cela représente une étape importante, nécessaire et qui n'a sans doute que trop tardé. Car c'est notre responsabilité collective de bien examiner nos erreurs passées afin de préparer un avenir plus stable pour les citoyens de l'Europe.

La montée de l'économie sociale et solidaire

Les résultats de la recherche LIVEWHAT soulignent l'importance de plus en plus grande de l'économie sociale et solidaire dans les pays les plus touchés par la crise, et par là-même la possibilité de mettre en œuvre des changements sociaux permettant un modèle de croissance plus humain (voir le rapport LIVEWHAT: *Integrated report on alternative forms of resilience in times of crisis*, consultable à l'adresse <http://www.livewhat.unige.ch/?p=452>).

Dans un contexte de coupes budgétaires et de mesures d'austérité, l'État n'a pas toujours été à même de garantir un certain niveau de protection sociale, surtout pour les groupes ayant été les plus touchés par la crise. Cette insuffisance, ainsi que d'autres échecs de la part des États et des marchés, ont relancé le débat autour de la capacité d'adaptation de la société et ont permis de repenser le rôle de ‘l'assistance sociale’. Le but même de l'économie sociale et solidaire est d'aider les citoyens à rebondir après une période difficile, et de réaffirmer l'emprise du social sur

l'économie en repensant la nature même des activités économiques afin de promouvoir une citoyenneté active et une gestion plus communautaire et démocratique.

Étudier l'économie sociale et solidaire, explorer son potentiel alternatif, examiner ses variations régionales et déterminer les mesures politiques et les structures légales susceptibles d'encourager son expansion, sont autant de façons de promouvoir une croissance plus viable.

CONSÉQUENCES DES POLITIQUES

Recommandations adressées aux **institutions européennes et à la Commission européenne**:

► Œuvrer pour plus plutôt que moins d'Europe

Si les gens se sentent abandonnés et mis à l'écart, ce n'est pas parce qu'on leur a infligé 'trop d'Europe', mais plutôt parce que la politique d'austérité visant à réduire les déficits et à augmenter la compétitivité a érodé le modèle social européen et promu une vision beaucoup trop restreinte de la croissance économique. Le moyen d'obtenir une 'meilleure Europe' serait de recréer un modèle social européen qui profite à tous les pays et non seulement aux plus riches.

► Renforcer le modèle social européen

La fracture qui sépare le nord du sud de l'Europe est socialement, économiquement et politiquement intenable, et les politiques en place pour le moment sont insuffisantes pour enrayer le déclin du modèle social européen. Sans de nouvelles lignes directrices émises au niveau européen, il est impossible d'œuvrer pour une croissance sans exclus et de construire une Europe sociale plus forte. Il est grand temps de développer des façons plus fécondes de combiner et de réinventer les outils de gouvernance à notre disposition afin de rééquilibrer le système économique. C'est dans cet esprit que nous

suggérons une nouvelle approche plus large, qui inclut :

- *Un plein usage des cadres législatifs en vigueur.* L'UE a plus d'une corde à son arc ; elle dispose de toute une série d'instruments sociaux comme les programmes d'investissements sociaux (tel le SIP), les Recommandations sur l'inclusion active et l'investissement dans l'enfance, et le Pilier européen des droits sociaux (en chantier), qu'elle peut mettre en œuvre pour assurer la protection des familles et des individus.

- *La revitalisation des processus européens*, en particulier du Semestre Européen, afin d'harmoniser les politiques économiques et sociales. Celles-ci sont souvent contradictoires et les impératifs économiques priment trop souvent sur les mesures sociales. Au lieu de chercher à transiger entre les deux, les gouvernements devraient développer une approche plus large du problème.

- *Une politique plus cohérente*, en définissant de manière plus précise les objectifs des différents outils de gouvernance, ainsi que les liens qui les unissent entre eux, afin d'éviter la confusion. Parmi ces outils, on compte le Programme d'investissement social (SIP), la Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EPAP), la Méthode ouverte de coordination, les Fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI), le Semestre Européen, le Tableau d'affichage des indicateurs sociaux et de l'emploi, ainsi que les indicateurs sociaux du tableau d'affichage de la Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques.

- *Une évaluation de l'impact des projets financés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) sur les objectifs de l'UE dans le domaine de l'emploi et du social.* Cette évaluation devrait inclure une analyse ex-ante et ex-post des différentes mesures et des recommandations faites lors du Semestre Européen, et en particulier des Recommandations spécifiques par pays (CSR) et de l'Analyse

annuelle de la croissance (AGS). L'impact social de chaque recommandation doit être pris en compte lors de la rédaction des Recommandations spécifiques par pays (CRS), surtout lorsqu'elles suggèrent des mesures d'assainissement budgétaire. Le but des Recommandations par pays devrait être 1) de suggérer de meilleures mesures d'activation du marché du travail, qui mènent à des emplois de qualité plutôt qu'à des emplois mal payés et précaires, et 2) de ne pas remettre en question l'accès de tous aux services de base, ce qui porte atteinte aux droits des citoyens et mène à plus de pauvreté et d'inégalité. Les gouvernements devraient également être soumis à l'obligation de déclarer et de quantifier dans quelle mesure leurs choix politiques aident le pays à atteindre ses objectifs en termes d'emploi (c'est-à-dire en termes d'emplois de qualité), de lutte contre la pauvreté et d'éducation.

- *L'introduction obligatoire d'évaluations de l'impact social et de contrôles pour les pays concernés par les programmes d'aide financière.* Les Recommandations par pays (CSR) devraient toujours préciser quelles mesures doivent être prises afin d'atteindre tous les objectifs Europe 2020, y compris en termes d'emploi, d'éducation et de réduction de la pauvreté. Elles ne devraient pas se réduire à recommander la simple mise en œuvre des conditions spécifiées par le Protocole d'entente signé avec la troïka CE/BC/FMI. En outre, la mise en place d'évaluations de l'impact social et de mesures de contrôle devrait représenter une partie intégrante du processus d'évaluation des pays du programme, afin que toute réforme soit adaptée aux circonstances spécifiques des pays concernés et prenne en compte l'effet sur tous les groupes socio-économiques, et en particulier de l'effet cumulatif des réformes sur certaines populations particulièrement défavorisées.

- *Plus de flexibilité budgétaire, afin de pouvoir investir dans des politiques sociales et des services adaptés.* Après des années de coupes budgétaires et de mesures d'austérité, les

systèmes de sécurité sociale de nombreux pays sont sous pression ; c'est là une tendance qu'il importe d'inverser afin de garantir l'accès aux services sociaux et aux systèmes de protection, et leur qualité. Dans sa communication de janvier 2015, *Making the Best Use of the Flexibility within the Existing Rules of the Stability and Growth Pact*, la Commission a fait preuve de sa volonté de permettre une certaine flexibilité budgétaire afin d'encourager la bonne mise en œuvre de réformes structurelles, de stimuler l'investissement et de mieux prendre en compte les cycles économiques propres à chaque Etat membre. Dans le même esprit, l'UE devrait aussi donner assez de flexibilité budgétaire aux pays pour permettre certaines dépenses publiques. Une telle marge de manœuvre aiderait ces derniers à investir dans des systèmes de protection sociale adéquats et à financer les services sociaux, l'éducation et la santé. Mais pour ce faire, ils ont besoin de plus de flexibilité, et de ne pas être tenus d'honorer leurs objectifs de déficit. De ce point de vue, il pourrait aussi être utile d'organiser des réunions conjointes de l'EPSCO et du Conseil ECOFIN afin de discuter des stratégies politiques et pratiques à mettre en œuvre et d'évaluer les actions concertées ayant déjà eu lieu. Une autre mesure qui irait dans le même sens serait d'inclure plus d'indicateurs sociaux et de donner plus de poids au Tableau d'affichage de la Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (MIP). Il faudrait en outre rééquilibrer les objectifs d'ensemble, en mettant sur le même pied les déséquilibres économiques et sociaux.

- *La création d'un système visant à mieux intégrer les objectifs en terme de droits sociaux et fondamentaux dans le travail du Semestre européen et dans tous les domaines d'action, afin de permettre une approche vraiment fondée sur les droits.* Il est nécessaire de donner plus de poids aux droits sociaux et fondamentaux afin de garantir à chacun la possibilité de vivre dignement et de participer pleinement à la vie

sociale. Il est également essentiel de garantir tous les droits sociaux et fondamentaux inclus dans les traités européens, dans la Charte des droits fondamentaux de l'union européenne, dans le droit dérivé et jurisprudentiel européen, ainsi que dans toutes les dispositions régionales et internationales pertinentes, comme la Charte sociale européenne, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Recommandation 202 de l'OIT.

- *Un soutien accru à l'engagement des détenteurs de droits et des organisations de la société civile.* Les détenteurs de droits et la société civile sont souvent les premiers à s'engager pour la défense des droits de l'Homme ou pour trouver une solution à des besoins sociaux. Ils savent ce qui marche, ce qui ne marche pas, et ce qu'il faudrait améliorer. Il est donc essentiel de les inclure non seulement dans l'élaboration des politiques sociales, mais aussi dans leur mise en œuvre et leur évaluation. Toute mise en œuvre d'objectifs sociaux doit donc comporter un plan d'action visant à inclure tous ces acteurs.

► **Garantir un mode de gouvernance participatif**

La Commission européenne devrait toujours exiger des preuves qui démontrent l'effet positif de l'implication de toutes les parties intéressées dans les processus de délibération qui mènent à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de nouvelles mesures, surtout dans le cas des pays recevant une aide financière. A cette fin elle peut se servir des systèmes de vérification mis en place par la stratégie Europe 2020. C'est d'autant plus important que le degré de confiance des citoyens envers les institutions nationales et européennes est au plus bas.

Cette exigence serait en accord avec la Charte européenne des responsabilités sociales partagées, qui préconise l'utilisation de processus de délibération bien définis, afin de trouver un

accord entre préférences individuelles et priorités politiques dans les domaines du social, de l'environnement et de la justice intergénérationnelle, afin de contrer l'inégalité de pouvoirs entre les différentes parties prenantes. En même temps, la Commission européenne devrait également aider les Etats membres à améliorer leur dialogue social, en émettant des lignes directrices précises sur l'inclusion de toutes les parties prenantes dans l'élaboration des politiques européennes.

Recommandations adressées aux **gouvernements nationaux et aux institutions locales et régionales concernées :**

► **Renforcer les dispositifs de protection sociale**

A la suite de mesures d'austérité, plusieurs pays ont dû réduire leurs services sociaux et revoir leur système de protection sociale au moment même où ils étaient le plus nécessaires. Les effets de ces réductions se font particulièrement ressentir au niveau des autorités locales, qui sont souvent responsables des services et de l'assistance sociale. Il est donc essentiel que les autorités aussi bien locales que nationales développent de nouvelles stratégies afin de satisfaire les besoins de leurs populations.

Un moyen serait de lancer des projets d'économie sociale et solidaire associant des acteurs aux ressources et aux compétences très différentes. Ces nouveaux partenariats leur permettraient de partager leurs expériences, leurs ressources et leurs responsabilités, tout en donnant l'occasion aux individus et aux familles défavorisés de participer pleinement à la vie communautaire, comme l'illustre le rapport LIVEWHAT sur les nouvelles stratégies de résistance sociale, *Integrated report on alternative forms of resilience in times of crisis*, consultable à l'adresse <http://www.livewhat.unige.ch/?p=452>.

Afin d'encourager ce type de partenariats, les autorités locales et régionales devraient tirer parti

du fait que pour la période de programmation 2014-2020, les fonds d'investissements européens (y compris le FEDER, le Fonds européen de développement économique régional, le FSE, le Fonds social européen et le FEAD, le Fonds européen d'aide aux plus démunis, parmi d'autres) se doivent de prendre en compte les investissements sociaux et de financer en priorité les projets qui visent à favoriser la solidarité, l'innovation et, in fine, l'intégration sociale.

En outre, pour renforcer les systèmes de protection sociale, il est important de :

- *Chercher à investir dans des politiques ambitieuses et intégrées en matière d'emploi et de protection sociale, en accord avec le Programme d'investissement social de 2013 (SIP).* Cela implique d'investir sur la durée et de façon plus ambitieuse dans les systèmes de protection sociale, de créer des emplois de qualité vraiment accessibles à tous et de financer des initiatives dans les domaines de la santé, du social, des soins et de l'éducation, qui ne se réduisent pas à des projets d'infrastructure.
- *Privilégier les projets qui visent les individus les plus isolés et donc les plus menacés par le chômage et l'exclusion sociale.* Il faut trouver de nouvelles stratégies pour aider les groupes les plus difficiles à atteindre, y compris les jeunes, qui courent les plus grands risques de chômage et d'exclusion sociale. Pour qu'une démocratie se porte bien, il est essentiel qu'aucun groupe ne soit exclu, et il est fort possible que permettre aux groupes les plus défavorisés de se faire entendre et de participer aux décisions politiques et économiques en temps de crise puisse avoir un effet conséquent sur la cohésion sociale.
- *Investir dans des services sociaux de qualité.* Mettre à la disposition des citoyens des services sociaux de qualité (dans des domaines comme la santé, l'éducation, les soins à la petite enfance, l'aide aux personnes

handicapées, etc.) permet de réduire l'exclusion sociale, d'augmenter la mobilité sociale et l'employabilité de certains groupes sociaux. Ces services font partie intégrante de l'infrastructure sociale d'un pays et doivent donc être une priorité. Les décideurs politiques devraient être proactifs et se servir des connaissances acquises au travers des échanges avec leurs homologues européens et des cadres de gouvernance élaborés par l'UE pour promouvoir les meilleures pratiques et guider la politique des Etats membres (comme la Méthode ouverte de coordination, MOC), qui sont autant d'outils essentiels pour mettre en œuvre des services sociaux efficaces, et pour forger un système de protection social et des mesures d'intégration sociale qui soient à la fois adéquats, accessibles à tous et financièrement viables.

- *Mieux intégrer les objectifs en termes de droits sociaux et fondamentaux dans toutes les prises de décision tant au niveau européen que national,* afin de garantir l'égalité de tous, de permettre à tous les citoyens de vivre dignement et de pouvoir participer pleinement à la vie sociale.

► **Reconnaître le rôle essentiel que jouent les acteurs de la société civile dans l'élaboration des politiques sociales**

Il est important de donner une plus grande reconnaissance à la contribution essentielle des acteurs de la société civile dans les processus de décision politique, de leur apporter plus de soutien et de protection, que ce soit par le biais de mécanismes de financement, de lois ou d'ordonnances. Le rôle important joué par la société civile dans la mise en œuvre et dans l'évaluation des mesures politiques tient principalement à deux choses :

Premièrement, les organisations de la société civile sont souvent les premières à identifier les besoins sociaux (qu'ils soient nouveaux, non satisfaits ou mal satisfaits) parce qu'elles sont

présentes sur le terrain et comprennent bien les besoins et les droits des usagers. De plus, elles peuvent souvent récolter des données qui échappent aux autorités publiques (par exemple des informations ayant trait aux migrants sans papiers ou aux groupes sociaux ayant été les plus frappés par la crise économique).

Deuxièmement, les organisations de la société civile et les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont aussi à l'avant-garde quand il s'agit de trouver de nouvelles solutions à des problèmes sociaux urgents. Ils savent quelles sont les mesures qui marchent (ou pas), et ce qu'il faut améliorer. Ils doivent sans cesse réagir à de nouvelles situations et sont dans l'obligation de trouver des solutions inédites et originales aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Cela fait souvent d'eux des innovateurs et des pionniers. Il est donc important que les autorités publiques et que les décideurs politiques fassent en sorte d'impliquer la société civile d'une façon claire et productive à tous les niveaux de la décision politique : lors du choix des priorités, de l'élaboration des mesures, des prises de décision, de la mise en œuvre, de l'évaluation et de la reformulation des mesures. Concrètement, cela suppose :

- *La création d'un cadre favorisant la participation systématique des acteurs de la société civile à tous les niveaux de décision, et une interaction régulière (et non pas à la onzième heure) des responsables politiques avec lesdits acteurs afin de permettre à ces derniers de formuler des suggestions constructives et argumentées tout au long du processus de délibération.*
- *D'adopter des pratiques claires et transparentes afin d'encourager le dialogue social et de donner des lignes directrices permettant de réellement inclure toutes les parties intéressées dans l'élaboration, l'adoption et l'évaluation des mesures politiques.*

- *D'élaborer de nouveaux indicateurs permettant d'évaluer la qualité de la participation aux décisions politiques, en s'inspirant des méthodes participatives mises en œuvre par les organisations de la société civile.*
- *De chercher activement à étendre les sources d'information et de prendre en compte les suggestions alternatives faites par les acteurs de la société civile.* Cela impliquerait que la Commission européenne prenne vraiment en compte les propositions alternatives présentées par les organisations non gouvernementales, par exemple lors de la préparation de l'examen annuel de la croissance ou des Recommandations spécifiques par pays.
- *De travailler en partenariat avec des organisations non gouvernementales afin d'être en conformité avec le 'principe partenarial' préconisé par les Fonds structurels et d'investissement européens.* Cela nécessite d'inclure ces dernières dans toutes les étapes de la préparation des accords de partenariat tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes, ainsi que dans les comités d'évaluation.

PROJET

Objectifs

LIVEWHAT est un projet de recherche financé par l'UE qui traite des réponses politiques et de la capacité de résistance des citoyens en temps de crise. Ses quatre objectifs principaux sont les suivants:

- a). obtenir plus d'informations sur la façon dont les citoyens réagissent aux crises économiques et à leurs conséquences sociales et politiques;
- b). contribuer à inclure dans l'agenda politique les réponses des citoyens aux crises économiques et à leurs répercussions négatives par la sensibilisation à la situation des groupes

particulièrement à risque dans des situations de crise économique; c). améliorer la capacité des décideurs et des professionnels à résoudre des problèmes en fournissant des recommandations de politique et un catalogue de bonnes pratiques; d). aider à mettre au point une approche de résolution de problèmes plus globale et concertée au sein des États membres et de l'Union européenne, en favorisant le transfert de connaissances et de l'apprentissage des politiques publiques.

Approche scientifique et méthodologique

L'approche théorique de LIVEWHAT permet d'étudier la capacité de résistance selon un continuum analytique entre le niveau individuel des citoyens qui apprennent à «rebondir» et à minimiser les coûts des crises, et des formes de résistance collective de grande envergure visant à entrer dans le domaine public, afin de remettre en cause les inégalités et de favoriser la responsabilisation commune.

Le projet analyse la capacité des citoyens européens à faire face aux difficultés économiques à travers un processus actif de contestation et de responsabilisation. Allant au-delà des études antérieures qui ont étudié l'impact des crises économiques sur des groupes spécifiques tels que les enfants, les jeunes et les familles considérées comme des catégories passives, LIVEWHAT place au premier plan les citoyens engagés dans des formes alternatives de résilience.

Ces formes de résilience comprennent le renforcement des réseaux sociaux et familiaux et des pratiques communautaires pour favoriser la solidarité face aux crises, le changement des modes de vie vers des modes de consommation et de production plus durables, ainsi que le développement de nouvelles expressions artistiques. Bien que ces transformations dans les pratiques des citoyens (qui passent de l'adaptation à la création d'alternatives) soient déterminantes pour la résistance des citoyens en

période d'austérité, elles n'ont pas encore fait l'objet d'une étude approfondie.

Coordinateur du projet

Marco Giugni, Marco.Giugni@unige.ch

Université de Genève

Consortium

- Lorenzo Bosi
European University Institute
- Manlio Cinalli
Fondation Nationale des Sciences Politiques
- Maria Kousis
Panepistimio Kritis
- Eva Anduiza
Universitat Autònoma de Barcelona
- Maria Grasso
University of Sheffield
- Christian Lahusen
Universität Siegen
- Maria Theiss
Uniwersytet Warszawski
- Katrin Uba
Uppsala universitet

Durée: Décembre 2013 – Novembre 2016.

Système de financement: LIVEWHAT a reçu un financement du Septième programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et le développement technologique et de démonstration aux termes de l'accord de subvention n° 613237.

Budget: contribution de la CE: 2,499.366 EUR.

Site Internet du projet:

www.livewhat.unige.ch

ANNEXE

Tableau 1 – Degré de satisfaction des résultats du gouvernement par domaine (% satisfaits)

	<i>Fra</i>	<i>All</i>	<i>Grè</i>	<i>Ita</i>	<i>Pol</i>	<i>Esp</i>	<i>Suè</i>	<i>Sui</i>	<i>RU</i>
L'économie	15.0	48.6	9.8	14.5	23.1	17.7	28.4	59.2	49.2
La pauvreté	13.0	20.5	8.8	12.2	9.2	9.2	19.2	32.3	21.2
L'éducation	25.9	32.2	10.8	21.0	26.8	16.8	31.3	64.2	33.4
Le chômage	10.6	29.9	6.9	11.8	11.6	11.6	16.1	42.1	32.6
La santé	34.8	37.2	11.7	26.7	10.5	23.6	26.0	54.9	30.7
L'emploi précaire	14.8	20.7	8.4	14.8	9.5	10.7	22.4	36.3	21.5
L'immigration	13.4	22.8	9.7	14.2	14.7	13.6	16.3	26.0	11.8
Les modalités de garde	32.5	30.8	11.2	22.2	19.6	18.4	32.6	40.3	28.0

Notes: % basés sur les répondants ayant indiqué 6 ou plus sur une échelle allant de 0 à 10.

Q: A quel point êtes-vous satisfaits de la politique de votre gouvernement dans les domaines suivants, sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie « extrêmement insatisfait » et 10 « extrêmement satisfait » ?

Tableau 2 – Évaluations économiques relatives (% mieux)

	<i>Fra</i>	<i>All</i>	<i>Grè</i>	<i>Ita</i>	<i>Pol</i>	<i>Esp</i>	<i>Suè</i>	<i>Sui</i>	<i>RU</i>
Conditions de vie comparées à celles des parents	37.7	56.9	32.3	39.0	51.4	49.5	64.8	61.5	59.8
Situation économique du foyer comparée à il y a 5 ans	23.8	45.2	6.8	23.4	37.7	24.0	56.5	40.7	40.7
L'économie du pays comparée à il y a 1 an	11.8	38.4	3.7	17.2	26.6	31.5	34	21.7	49.7
L'économie du pays à l'avenir	15.0	31.6	18.1	25.6	25.5	41.7	32.4	26.2	47.0

Notes: % basés sur les répondants ayant indiqué 6 ou plus sur une échelle allant de 0 à 10.

Q: Sur une échelle de 1 à 10 où 0 signifie 'Bien pire' et 10 'Bien mieux'.

Tableau 3 – Perception des conditions de vie du pays comparée à celles des autres pays (% bonnes)

	<i>Fra</i>	<i>All</i>	<i>Grè</i>	<i>Ita</i>	<i>Pol</i>	<i>Esp</i>	<i>Suè</i>	<i>Sui</i>	<i>RU</i>
Conditions dans le propre pays	42.9	70.0	9.7	19.8	24.7	33.3	75.4	75.6	70.8
France		62.2	71.6	70.2	74.9	79.3	62.9	48.9	73.7
Allemagne	71.6		84.7	88.4	87.7	85.2	77.5	70.6	83.8
Grèce	6.7	6.9		8.4	21.2	5.6	9.4	5.9	14.8
Italie	24.9	37.5	39.1		65.7	29.4	38.1	25.6	44.4
Pologne	19.5	25.6	20.2	26.2		21.2	23.1	16.4	24.6
Espagne	27.2	31.6	35.5	48.8	48.1		38.9	23.2	43.3
Suède	76.1	81.6	86.7	85.7	84.4	84.4		83.2	84.6
Suisse	82.8	84.6	88.7	90.5	85.1	86.9	78.8		86.9
Royaume-Uni	64.9	63.1	81.9	83.5	85.9	80.2	64.5	57.5	

Notes: % basés sur les répondants ayant indiqué 6 ou plus sur une échelle allant de 0 à 10.

Dans chaque pays, la question est posée de façon légèrement différente : on demande d'abord aux répondants d'évaluer leur propre pays, puis les huit autres pays de l'enquête par ordre alphabétique.

Q : De nos jours, les conditions de vie dans les pays européens sont assez différentes et nous souhaiterions que vous les évaluez. Utilisez l'échelle suivante, où 0 signifie 'Conditions de vie très mauvaises' et 10 'Conditions de vie très bonnes'.

Tableau 4 – Réduction de la consommation (% oui)									
	<i>Fra</i>	<i>All</i>	<i>Grè</i>	<i>Ita</i>	<i>Pol</i>	<i>Esp</i>	<i>Suè</i>	<i>Sui</i>	<i>RU</i>
Consommation réduite des denrées de bases	36.2	18.8	65.0	42.0	34.7	27.1	16.8	24.4	20.2
Réduction des activités de loisir (sorties, cinéma, théâtre, etc.)	62.3	39.1	90.2	69.4	56.8	68.5	31.2	48.9	46.4
Utilisation réduite de son propre véhicule	47.0	22.3	75.5	56.4	40.6	45.6	19.6	26.7	27.6
Retards de paiement des factures (gaz, eau, électricité)	25.4	14.0	73.9	31.5	40.0	21.9	10.1	22.4	16.0
Déménagement	13.7	6.7	27.3	18.3	9.0	16.2	4.8	8.6	14.6
Retard ou absence de paiement d'un remboursement mensuel	17.0	13.3	61.0	22.2	31.2	20.9	9.6	21.2	13.3
Vente d'un bien (par ex. terrain, appartement, maison)	11.3	5.1	17.4	14.1	12.5	12.3	5.8	6.7	7.7
Coupure du téléphone/ de la télévision/d'internet	17.6	6.9	36.7	24.4	17.5	24.0	17.0	12.2	21.0
N'est pas parti en vacances	51.4	36.5	74.1	61.7	59.1	53.7	27.4	38.4	37.3
A dû repousser ou annuler une visite chez le médecin ou un achat de médicaments	31.1	16.6	62.5	40.4	40.0	21.0	15.0	25.2	10.9

Notes: % basés sur les répondants ayant choisi une des réponses proposées.

Q: Au cours des 5 dernières années, est-ce que vous ou une autre personne de votre foyer a dû avoir recours aux mesures suivantes pour des raisons économiques ou financières ?

Figure 1. Présence de l'Europe dans les débats publics nationaux par pays, 2008-2014

